

l'insurgé

3 novembre 2013

*« La jeunesse est la flamme
de la révolution »*

Karl Liebknecht

Site : <http://www.insurge.fr>

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Retour immédiat de Khatchik, de Léonarda et sa famille Arrêt des expulsions ! Régularisation de TOUS les sans-papiers

Depuis la mi-septembre, les lycéens se mobilisent contre l'expulsion de leurs camarades, pour leur retour en France. Ils ont raison. Ce combat doit être celui de toutes les organisations de la jeunesse et de tout le mouvement ouvrier – syndicats, organisations et partis –

Assez de chasse aux lycéens, étudiants, jeunes...

Khatchik, lycéen de 19 ans à Paris est arrêté le 12 septembre, puis expulsé alors que toute sa famille est en France. Considéré comme déserteur en Arménie, menacé de 3 à 5 ans de prison, il doit partir au service militaire. Le 9 octobre, c'est Léonarda Dibrani, collégienne du Doubs qui est expulsée au Kosovo avec toute sa famille – dont ses trois frères et sœurs, tous scolarisés.

Leur crime ? Comme 85% des demandes d'asile, celles formulées par leurs parents ont été refusées. Khatchik et Léonarda font partie des plus de 30 000 expulsions de "sans papiers" par an. D'autres jeunes sont ainsi "capturés", enfermés en centre de rétention (CRA), puis expulsés.

Certains jeunes mineurs sont même envoyés en prison : appuyés sur des tests osseux jugés non fiables par un rapport de l'administration, la "justice" les déclare "majeurs" et... "menteurs". Dans l'agglomération lyonnaise, l'an dernier, c'est plus de 15 jeunes qui ont été enfermés à la prison de Corbas, d'autres à Villefranche...

Combien de lycéens et d'étudiants vont en cours, chaque matin, la peur au ventre, car les contrôles policiers sont légion. Pourtant, dans les classes, les amphis, ils sont lycéens, étudiants au même titre que tous les autres. Et combien de jeunes n'ont pu s'inscrire au lycée, faute de place, ni obtenir une formation professionnelle faute de "papiers"?

Tel est le résultat de la politique dite "d'immigration choisie" menée, hier par Sarkozy, et poursuivie aujourd'hui par Valls et le gouvernement.

Imposer le retour de Khatchik, de Léonarda et de sa famille, la régularisation de tous

L'UNL, la FIDL, l'UNEF aux côtés d'associations et de syndicats, appellent à des mobilisations dès le 5 et le 7 novembre. L'unité de toutes les organisations sur ces revendications doit être imposée. Et pour que soit respecté **le droit aux études et à la formation professionnelle pour tous les jeunes**.

Le combat pour le retour de Khatchik, de Léonarda et sa famille, pour leur régularisation fait partie de ce mouvement général contre la chasse et l'expulsion des jeunes sans-papiers et pour imposer :

- **l'arrêt immédiat de toutes les expulsions, l'arrêt de la campagne anti-Roms ;**
- **la fermeture des centres de rétention ; la liberté de circulation et d'installation pour tous;**
- **la régularisation de tous les sans papiers ; l'abrogation de toutes les lois qui limitent l'entrée et la circulation sur l'ensemble du territoire (lois Sarkozy-Hortefeux-Besson, Pasqua, Méhaignerie, Chevènement...).**

Faut-il une nouvelle loi ? Non. Abrogation des lois sur l'immigration

"Je dis [aux lycéens et étudiants] que leur émotion légitime a été entendue, le premier ministre et le ministre de l'intérieur ont rédigé une circulaire qui sanctuarise l'école et le périscolaire", a dit Vincent Peillon (France Inter, 3/11/2013).

Or, la nouvelle circulaire Valls-Ayrault ne change rien : elle demande aux préfets de veiller à ce que les "*procédures d'éloignement*" soient faites en dehors des "*activités scolaires et périscolaire*".

Par ailleurs, le gouvernement prépare une nouvelle loi – pour après les municipales – sur la base du débat "consensuel" qui a eu lieu au Parlement en avril et juin dernier, et d'un dossier préparatoire élaboré après concertation. L'annonce est claire. Ce projet de loi unique sur l'immigration et l'asile doit être "*davantage fondée sur la vision de l'ensemble de nos besoins*" (sic). L'objectif est de mettre la politique d'immigration "*en cohérence avec le pacte de compétitivité*", de poursuivre une "*politique d'attractivité des compétences*" pour une "*immigration de circulation*" et non "*d'installation*".

Non à une nième loi sur l'immigration

La mobilisation des lycéens a arraché un début d'unité : le **Communiqué commun** (FIDL - UNL - Solidaires Étudiant-e-s - UNEF - FSU - CGT Éduc' action - SUD Éducation - GISTI - LDH - La Voix des Roms - RESF - JC) pour "*le retour des expulsés, la régularisation*". Mais réclamer, comme le fait aussi ce texte, "*un changement profond de la politique migratoire*", "*un changement de loi*", revient à vouloir aménager, réguler les flux migratoires. Ce qui est contradictoire à la "**liberté de circulation et d'installation pour tous**" et donc à la "**régularisation de toutes et de tous**".

Comment l'imposer ?

Or, ce sont les lois sur l'immigration qui définissent des "**critères**" et donc qui créent les sans papiers.

La FIDL a écrit aux députés pour demander le retour de Leonarda et de Khatchick et l'arrêt des expulsions. L'inquiétude du gouvernement est réelle : selon la presse, c'est le ministre de l'Éducation qui a demandé la libération immédiate du lycéen arrêté, le 31 octobre gare de la Part-Dieu à Lyon et enfermé au CRA de Saint-Exupéry.

La mobilisation peut imposer à la majorité de députés PS (et du PCF) le retour des expulsés. Cela dit, on n'en finira pas avec les expulsions en demandant une nouvelle loi, mais en **imposant à cette majorité qu'elle abroge toutes les lois qui réglementent l'immigration**.

C'est sur cet objectif que peut se renforcer, s'organiser et se centraliser le mouvement de la jeunesse.

Les lois d'immigration choisie, des "usines" à sans papiers...

Valls et le gouvernement utilisent les lois Sarkozy, le CESEDA (Code d'entrée et de séjour des étrangers et sur le droit d'asile), pour poursuivre la guerre aux migrants. En déclarant que "*les Roms ne veulent pas s'intégrer*", il fait de ces citoyens européens (moins de 0,0017% de la population française à qui on refuse le droit de travailler, d'accéder à un logement, de scolariser leurs enfants) des boucs émissaires. Les expulsions à la chaîne de Roms permettent de détourner l'attention des politiques qui détruisent les droits des salariés, de la jeunesse et aggravent la précarité du plus grand nombre.

...au profit du patronat.

On "accueille" une minorité de jeunes (élèves et étudiants) dont on attend qu'ils deviennent "employables". Et on traque une majorité vouée à l'expulsion. Cette traque permet de terroriser et de mettre à disposition du patronat une main d'œuvre bon marché et docile (certains sans papiers sont payés 3 euros de l'heure). Et on organise ainsi la division entre les salariés.

Des accords de "*gestion des flux migratoires*" sont passés avec les pays d'Afrique, du Moyen-Orient : les "aides" accordées permettent d'exercer sur ces pays une domination économique et politique.

Pourquoi ces naufrages ?

La Méditerranée est devenue le plus grand cimetière marin du monde : plus de 20 000 migrants y ont trouvé la mort. Face à la fermeture des frontières, aux contrôles de Frontex, les migrants sont contraints de s'embarquer à 500 sur un rafiote (5000 migrants condamnés à la noyade durant la dernière année). Dès lors tout migrant n'a plus le choix que de faire appel aux réseaux mafieux : ces réseaux sont nourris par les lois des États (Italie, Grèce, France...) et les directives européennes, lesquelles criminalisent les immigrés qualifiés de "clandestins" et les institutions telles Frontex qui les pourchassent.

Prenez contact : linsurge@laposte.net – site : www.insurge.fr - *L'insurgé* - B.P 44428 69241 Lyon Cedex 4 - imp.spé - n° I.S.S.N. 2105-6382 -
suppl n°17